



Conseil économique et social

Distr. générale
24 octobre 2014
Français
Original : anglais

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Session ordinaire de 2015

26 janvier-3 février et 13 février 2015

Rapports quadriennaux pour la période 2010-2013 présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général, en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil

Note du Secrétaire général

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Network « Earth Village »	3
2. New South Wales Aboriginal Land Council	4
3. Organization for the Solidarity of the Peoples of Asia, Africa and Latin America	6
4. Oxfam International	8
5. Pacific Women's Watch (New Zealand)	10
6. Action mondiale des parlementaires	12
7. Physicians for Social Responsibility	13
8. Plan Sweden	15
9. Église presbytérienne des États-Unis	17
10. Fondation Rainforest	19
11. Real Women of Canada	22
12. Risho Kosei-kai	24



13. Institut de biorégulation et gérontologie de Saint-Pétersbourg de la branche Nord-Ouest de l'Académie des Sciences médicales de Russie	25
14. Samaj Kalyan O. Unnayan Shangstha	57
15. School Sisters of Notre Dame	29

1. Network « Earth Village »

Statut consultatif spécial : 2002

Introduction

Network « Earth Village » est une organisation civique qui a pour objectif d'éliminer la pauvreté dans les pays en développement, de résoudre les problèmes des réfugiés suite à des conflits et de préserver l'environnement en Afrique, en Inde, en Asie du Sud-Est et en Amazonie.

Buts et objectifs de l'organisation

En coopération avec les organisations non gouvernementales (ONG) locales, l'organisation élabore des lois, applique des politiques juridiques et met en place des programmes éducatifs pour éliminer la traite des esclaves et la prostitution des enfants dans le monde. Network « Earth Village » plante également des arbres pour préserver les forêts ombrophiles tropicales en Amazonie. Depuis la catastrophe nucléaire au Japon en 2011, l'organisation fait campagne pour une énergie non nucléaire en organisant des conférences et en publiant des ouvrages.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

L'organisation a donné des conférences et publié des ouvrages afin de promouvoir le programme des Nations Unies relatif à l'environnement, au développement et à la paix. Elle a participé aux procédures pour la création du comité japonais du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUE). Elle a également participé à la campagne sur le contrôle des armes et a réussi à faire pression sur le gouvernement japonais pour qu'il adopte le Traité sur le commerce des armes. L'organisation a envoyé des dons à 15 pays touchés par des catastrophes naturelles et a coopéré avec l'Association of Medical Doctors of Asia dotée du statut consultatif général auprès du Conseil économique et social. Elle a également coopéré avec Save the Children Japon.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable en juin 2012. Elle a appelé à l'abolition de l'énergie nucléaire et a obtenu l'approbation de 611 organisations pour sa campagne.

L'organisation a participé à la dixième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique qui a eu lieu à Nagoya (Japon) en octobre 2010.

Elle a également participé à la dixième session de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification qui s'est tenue à Changwon (République de Corée) en octobre 2011.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a coopéré avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et a envoyé des dons au Bangladesh, à l'Éthiopie, au Kenya, au Pakistan, à la Somalie, au Tchad et à la Zambie. Elle a coopéré avec le Programme alimentaire mondial (PAM) pour distribuer de la nourriture après le séisme à Haïti en 2010.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation n'a pas axé son action sur des initiatives précises pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, mais plutôt sur le soutien au programme général de développement par des actions de sensibilisation et des services de proximité. Elle a envoyé des dons pour les activités suivantes : en Zambie pour accroître l'indépendance des agriculteurs; en Ouganda et en République démocratique du Congo pour réhabiliter les ex-enfants soldats et les survivants du conflit; au Viet Nam pour sauver les enfants des rues; au Cambodge et en Inde pour réhabiliter les victimes de la traite des esclaves; au Brésil pour préserver les forêts ombrophiles; au Bhoutan pour construire un site d'enfouissement des déchets à Thimphu et préserver l'écosystème; en Afrique pour soutenir le Green Belt Movement dans le cadre des efforts de reforestation; et à Okinawa, au Japon, pour la préservation de la mer.

2. New South Wales Aboriginal Land Council

Statut consultatif spécial : 1998

Introduction

L'État australien de la Nouvelle-Galles-du-Sud compte la plus forte population d'Aborigènes du pays. Cette population est servie par un réseau à deux niveaux de conseils fonciers aborigènes non gouvernementaux composés de membres, dirigés de façon démocratique et créés par le *Aboriginal Land Rights Act 1983*. Le New South Wales Aboriginal Land Council est l'instance élue représentant les intérêts des peuples aborigènes en Nouvelle-Galles-du-Sud qui a pour responsabilité législative de protéger et promouvoir les droits des aborigènes.

Buts et objectifs de l'organisation

La loi sur les droits fonciers des Aborigènes (*Aboriginal Land Rights Act 1983*) a été édictée eu égard aux effets de la dépossession des peuples aborigènes en Nouvelle-Galles du Sud, et dans le but d'y remédier. Les buts et objectifs de cette loi, ainsi que le processus de revendication, sont importants à la lumière des obligations de l'Australie découlant de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones que le pays a ratifiée en avril 2009.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

Le Council a poursuivi dans l'approche pratique de l'action internationale en cherchant à faire adopter et appliquer les normes internationales en matière de droits de l'homme aux niveaux national et local, dans l'intérêt des Autochtones.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Le Council a assisté aux sessions suivantes de l'Instance permanente sur les questions autochtones :

- Neuvième session (19-30 avril 2010, New York) sur un thème spécial intitulé « Peuples indigènes : développement, culture et identité : articles 3 et 32 de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones »;
- Dixième session (16-27 mai 2011, New York)
- Onzième session (7-18 mai 2012, New York) sur un thème spécial intitulé « Doctrine de la découverte : son impact durable sur les peuples autochtones et le droit à réparation pour les conquêtes passées (articles 28 et 37 de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones) »
- Douzième session (20-31 mai 2013, New York)

Le Council a également assisté à la dixième session de l'examen périodique universel pour la première apparition de l'Australie dans le cadre du nouveau mécanisme du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies à Genève, le 27 janvier 2011. Il a établi une liste de cinq grandes recommandations à prendre en compte par les États Membres dans leur discours au gouvernement australien lors de son examen.

Le Council a envoyé des délégations pour assister aux sessions suivantes du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones, qui ont eu lieu à Genève :

- Troisième session (12-16 juillet 2010), intitulée « Étude sur les peuples autochtones et le droit de participer à la prise de décisions »
- Cinquième session (9-13 juillet 2012) sur, entre autres, une étude sur le rôle des langues et de la culture dans la promotion et la protection des droits et de l'identité des peuples autochtones
- Sixième session (12-15 juillet 2013) sur, entre autres, une étude sur l'accès à la justice dans la promotion et la protection des droits des peuples autochtones, incluant les processus de vérité et réconciliation.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Du 19 au 21 mars 2013, le Council a coorganisé la réunion préparatoire régionale des peuples autochtones du Pacifique à Sydney (Australie), l'une des sept réunions régionales de ce genre organisées par les Nations Unies en préparation de la Conférence mondiale sur les peuples autochtones de 2014. Le Council faisait partie de la délégation le représentant et représentant également l'Australie à la conférence préparatoire organisée par le Parlement Sami à Alta (Norvège), en juin 2013.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le Council n'a pas pris d'initiatives spécifiquement liées à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Dans le cadre de ses obligations législatives, il a comme objectif statutaire de soutenir tous les peuples autochtones de la Nouvelle-Galles-du-Sud et de défendre leurs droits.

3. Organization for the Solidarity of the Peoples of Asia, Africa and Latin America

Statut consultatif spécial : 1998

Introduction

L'Organization of Solidarity of the Peoples of Africa, Asia and Latin America est une ONG internationale, fondée en janvier 1966. Depuis 48 ans, elle a pour vocation de promouvoir la solidarité entre les peuples des pays en développement en encourageant le soutien, la coopération, l'amitié et l'unité entre eux, sur la base du respect de la diversité, du droit inaliénable à l'indépendance, de l'autodétermination et de l'intégrité territoriale.

Buts et objectifs de l'organisation

L'Organisation organise ou assiste à des conférences et réunions de solidarité internationales, publie le magazine *Tricontinental* en espagnol quatre fois par an et le *Tricontinental Bulletin* en anglais et en espagnol une fois par semaine, et fait des déclarations publiques étroitement liées aux questions, programmes et résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies, du Conseil économique et social et d'autres entités du système des Nations Unies. Entre autres, elle se concentre sur le respect des droits de l'homme dans leur universalité et leur indivisibilité; milite pour le droit au développement durable avec la justice sociale et la lutte contre la pauvreté; prône l'abolition de toutes les formes d'exclusion sociale et de discrimination raciale, sexiste ou ethnique; et plus récemment, préconise des politiques pour atténuer les effets du changement climatique, qui menacent la survie de l'humanité.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

L'Organisation a participé activement à la préparation de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, Río+20, notamment en :

- Participant aux négociations pour l'Appel international pour l'événement intitulé le « Sommet des peuples pour la justice sociale et environnementale » (14 décembre 2011);
- Faisant partie du Comité d'organisation du Forum social mondial pour l'initiative intitulée « Crise capitaliste, justice sociale et environnementale », qui a eu lieu à Porto Alegre (Brésil) du 24 au 29 janvier 2012;

- Contribuant au développement d'un site web sur les espèces en danger, initiative de la branche cubaine du Réseau en défense de l'humanité, présentée le 11 février 2012.

L'Organisation participe chaque année au Forum des ONG nationales et internationales, qui compte environ 170 ONG coordonnées par l'Asociación Cubana de las Naciones Unidas (ACNU), sur le blocus contre Cuba, conformément aux résolutions pertinentes adoptées par l'Assemblée générale pendant 22 années consécutives. Elle participe aux réunions des ONG nationales et internationales à Cuba pour observer chaque année la Journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information (17 mai), la Journée internationale des Nations Unies pour le soutien aux victimes de la torture (26 juin) et la Journée des droits de l'homme (10 décembre).

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'Organisation :

- a) A assisté à la seizième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques qui a eu lieu à Cancún (Mexique) du 29 novembre au 10 décembre 2010, et au forum international pour la justice climatique organisé en parallèle (3-11 décembre);
- b) A assisté à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable qui a eu lieu à Rio de Janeiro (Brésil) du 20 au 22 juin 2012, et au sommet des peuples, organisé en parallèle du 15 au 23 juin;
- c) A présenté des contributions écrites au Conseil des droits de l'homme sur les thèmes suivants :
 - i) Examen périodique universel de la République bolivarienne du Venezuela (10 mars 2011);
 - ii) Second examen de Cuba (3 octobre 2012);
 - iii) Second examen de la Chine (13 février 2013);
- d) A assisté aux réunions du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes par rapport à l'examen périodique de Cuba (2013).

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'Organisation travaille en étroite collaboration avec le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien et a désigné un attaché de liaison au Comité international de coordination pour les organisations non gouvernementales sur la question de la Palestine. L'Organisation a présenté un rapport de recherche et a présidé la clôture de la Réunion Amérique latine-Caraïbes des Nations Unies à l'appui de la paix israélo-palestinienne qui a eu lieu à Montevideo les 29 et 30 mars 2011.

L'Organisation observe chaque année, le 29 novembre, la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien. Elle fait partie du programme d'action sur la paix et le désarmement nucléaire et du groupe de travail en soutien à

la revendication de souveraineté de l'Argentine sur les Îles Falkland (Malvinas).¹ Tous deux ont été créés en 2012 et sont coordonnés par l'Asociación Cubana de las Naciones Unidas.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'Organisation a assisté à un atelier national pour consulter la société civile sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et le programme de développement pour l'après-2015 et a participé à un atelier sur le programme pour l'après-2015 et les objectifs du Millénaire pour le développement à La Havane, les 22 mai et 4 octobre 2013 respectivement.

4. Oxfam International

Statut consultatif général : 2002

Introduction

Oxfam International est une organisation de développement internationale qui mobilise le pouvoir des peuples contre la pauvreté. Il s'agit d'une confédération de 17 organisations qui travaillent ensemble dans plus de 90 pays. Oxfam International s'emploie à trouver des solutions pratiques et innovantes pour permettre aux populations de sortir de la pauvreté. Elle sauve des vies, aide à reconstruire les moyens de subsistance dans les situations de crise et fait campagne afin que les pauvres aient voix au chapitre dans les décisions locales et mondiales qui les concernent. Oxfam International travaille avec des organisations partenaires et aux côtés des femmes et des hommes vulnérables pour mettre un terme aux injustices qui sont sources de pauvreté.

Buts et objectifs de l'organisation

La mission et l'action de l'Organisation reposent sur les objectifs suivants : droit à la vie et la sécurité; droit à des moyens de subsistance durables; droit à des services essentiels; droit d'être entendu; et droit à une identité. Le but d'Oxfam International est de contribuer à l'élaboration de solutions durables à l'injustice de la pauvreté. Cela fait partie d'un mouvement mondial pour le changement, qui vise à autonomiser les peuples pour assurer un avenir sûr, équitable et exempt de pauvreté. Le plan stratégique de l'organisation comprend six objectifs : a) droit d'être entendu : revendication des peuples pour le droit à une vie meilleure; b) renforcement de la justice pour les femmes; c) vies sauvées, aujourd'hui et demain; d) production alimentaire durable; e) partage équitable des ressources naturelles; f) financement pour le développement et les services essentiels universels.

Changements à signaler

Trois organisations ont récemment rejoint Oxfam International : Oxfam Inde, Oxfam Italie et Oxfam Japon.

¹ La souveraineté sur les Îles Falkland (Malvinas) fait l'objet d'un différend entre les gouvernements d'Argentine et du Royaume Unie de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

Oxfam International travaille en étroite collaboration avec les Nations Unies, notamment le HCR, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme alimentaire mondial (PAM), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) et le Département des opérations de maintien de la paix (DOMP). En combinant une action de sensibilisation aux niveaux national et international à des programmes locaux offrant aux collectivités les moyens de demander des comptes à leurs dirigeants, Oxfam International influe sur les changements politiques qui auront un impact à long terme sur des millions de personnes, contribuant ainsi à l'action des Nations Unies. La liste ci-dessous donne quelques exemples d'actions d'Oxfam International, de sa participation aux travaux des Nations Unies et de sa coopération avec ces dernières pendant la période considérée :

- Aide aux réfugiés du camp de Za'atari en Jordanie pour qu'ils aient accès à des services essentiels d'approvisionnement en eau et d'assainissement avec le soutien de l'UNICEF;
- Mise en œuvre de programmes de sécurité alimentaire au Mali avec le PAM;
- Étroite collaboration avec les Nations Unies et les États Membres avant la décision de l'Assemblée générale en 2009 pour ouvrir des négociations officielles visant à adopter un traité sur le commerce des armes et poursuite de l'action pour superviser la campagne internationale des ONG visant à conclure le traité aux conférences des Nations Unies en juillet 2012 et mars 2013;
- Diffusion d'informations sur l'aide et la protection des civils et défense de ces questions à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité;
- Participation au quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide en République de Corée en novembre et décembre 2011 et à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable au Brésil en juin 2012;
- Participation active au Comité permanent interorganisations.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Voir ci-dessus.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Voir ci-dessus.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La quasi-totalité des programmes d'Oxfam International contribue aux objectifs du Millénaire pour le développement, touchant directement des millions de personnes. L'Organisation se mobilise également pour soutenir les objectifs. Exemples de réalisations d'Oxfam International :

- Objectif 1 : Oxfam International met en œuvre des projets sur la sécurité alimentaire dans le monde entier. Elle a soulevé le problème de la crise alimentaire qui frappe la Corne de l'Afrique et le Sahel auprès des Nations

Unies et des donateurs. Elle a lancé une campagne dans 50 pays appelée « Grow » visant à faire en sorte que tout un chacun puisse manger à sa faim.

- Objectifs 2, 4 et 5 : Oxfam International a axé ses efforts sur la mise en place de programmes sanitaires et pédagogiques et a fait campagne avec d'autres organisations pour le droit à des services essentiels accessibles et à des prix abordables.
- Objectif 3 : Oxfam International fait progresser les droits des femmes et l'égalité des sexes en intégrant la question de la problématique hommes-femmes dans l'ensemble de ses programmes, campagnes et systèmes internes et privilégie l'action visant à mettre fin à la violence à l'égard des femmes et à transformer le leadership pour promouvoir le droit des femmes.
- Objectif 7 : Oxfam International et ses partenaires œuvrent pour fournir de l'eau potable et des systèmes d'assainissement à des millions de personnes. L'organisation fait également campagne pour un programme ambitieux sur le changement climatique, notamment par le biais de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

5. Pacific Women's Watch (New Zealand)

Statut consultatif spécial : 2010

Introduction

Pacific Women's Watch (New Zealand) est une organisation fédératrice ouverte à toutes les organisations de femmes et à tout un chacun. Elle propose conseils, actions de sensibilisation et moyens de communication à un important groupe d'ONG de femmes en Nouvelle-Zélande. L'organisation a notamment pour mission de veiller à ce que les voix des femmes dans la sous-région Pacifique soient entendues aux niveaux local, national et international. L'organisation est affiliée à Asia Pacific Women's Watch.

Buts et objectifs de l'organisation

Pacific Women's Watch (New Zealand) vise à garantir les droits des femmes et des filles en application de la Déclaration universelle des droits de l'homme, de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, de la Convention relative aux droits de l'enfant, du Programme d'action de Beijing et des documents finaux de l'Assemblée générale.

Changements à signaler

L'Organisation compte beaucoup plus de membres, venus d'organisations axant leurs efforts sur la prévention de la violence sexiste. Cela a entraîné une augmentation spectaculaire des représentants à la cinquante-septième session de la Commission de la condition de la femme, en 2013.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

En ce qui concerne le Programme d'action de Beijing, Pacific Women's Watch (New Zealand) a organisé des ateliers nationaux afin de recueillir des données pour le rapport de pays non gouvernemental de la Nouvelle Zélande en 2010. L'examen à

20 ans de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing comprenait une étude longitudinale nationale, des ateliers et une recherche statistique, universitaire et communautaire pour la soumission à la Commission économique et sociale pour l'Asie et la Pacifique.

Pacific Women's Watch (New Zealand) a soumis le rapport parallèle des ONG au groupe de travail d'avant-session du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes à Genève, en 2011. Elle a organisé un atelier sur le renforcement des capacités du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes à Auckland (Nouvelle Zélande), du 12 au 14 avril 2013, et a financé les déplacements de défenseurs des femmes de 19 organisations, facilités par l'International Women's Rights Action Watch Asia Pacific.

En ce qui concerne l'examen périodique universel, Pacific Women's Watch (New Zealand) a soumis le rapport parallèle des ONG au Conseil des droits de l'homme à Genève, en juin 2013.

Elle a présenté un rapport sur le mariage forcé de mineurs à certains comités du parlement de Nouvelle Zélande en 2010 et fait pression sur le Gouvernement pour la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing, de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Pacific Women's Watch (New Zealand) a participé à la cinquante-deuxième session du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (9-27 juillet 2012) à New York pour l'examen du septième rapport de la Nouvelle Zélande.

Pacific Women's Watch (New Zealand) a participé aux sessions annuelles de la Commission de la condition de la femme de 2011 à 2013 à New York, où elle a organisé des manifestations parallèles sur la question d'octroi de place aux femmes du Pacifique sur la scène internationale à la cinquante-cinquième session (22 février-4 mars et 14 mars 2011) et sur le thème des approches autochtones, non autochtones et pacifiques uniques de la violence à l'égard des femmes et des filles d'Aotearoa (Nouvelle Zélande) à la cinquante-septième session (4-15 mars 2013).

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune coopération n'a été mentionnée.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif du Millénaire pour le développement 3 : l'organisation a financé deux ateliers sur le mentorat en leadership, coordonnés par la Young Women's Christian Association Solomon Islands à Honiara, en 2011 et 2012.

Objectif du Millénaire pour le développement 7 : l'organisation a fait don de réservoirs d'eau et de fosses septiques à des centres d'accueil préscolaire de village à Taveuni, Fidji, en 2010.

6. Action mondiale des parlementaires

Statut consultatif général : 1998

Introduction

Avec environ 1 100 membres dans 139 parlements du monde entier, Action mondiale des parlementaires est le plus grand réseau international, non gouvernemental et non partisan de législateurs élus.

Buts et objectifs de l'organisation

Action mondiale des parlementaires vise à la création d'un ordre international fondé sur des règles pour un monde plus équitable, plus sûr et plus démocratique. Sa mission, en tant que réseau international à but non lucratif et non partisan de législateurs engagés, est d'informer et de mobiliser les parlementaires dans le monde pour défendre les droits de l'homme et l'état de droit, la sécurité humaine et l'égalité des sexes. Pour atteindre ces objectifs, l'organisation regroupe des parlementaires et les principaux partenaires, dont la société civile et les organisations internationales de tous les secteurs, et fournit aux législateurs les informations et l'expertise nécessaires à la mise en œuvre de programmes et initiatives.

Changements à signaler

Action mondiale des parlementaires est aujourd'hui un agent financier de *Contrôlez les armes*, une campagne mondiale de la société civile, et abrite son secrétariat. L'organisation est également devenue membre des coalitions d'ONG suivantes : Contrôlez les armes, Filles, pas épouses et Coalition mondiale contre la peine de mort. Entre 2010 et 2013, 2 parlements régionaux et 600 nouveaux membres de 98 pays ont rejoint Action mondiale des parlementaires.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

Action mondiale des parlementaires a contribué aux activités des Nations Unies comme suit :

- Elle a organisé du 9 au 11 octobre 2013 un séminaire sur le programme relatif à l'égalité des sexes et la population axé sur la protection des droits de l'homme, la lutte contre la discrimination et la résolution des problèmes rencontrés par les personnes ayant une orientation et une identité sexuelles différentes qui vivent avec le VIH ou le sida. Le programme soutient la campagne « Libres et égaux » lancée par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH).
- Elle a participé aux activités du PNUD et du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA).
- Elle a présenté la Déclaration mondiale des parlementaires de Contrôlez les armes sur le Traité sur le commerce des armes au Secrétaire général à New York le 3 juillet 2012. Le Traité sur le commerce des armes a été adopté par l'Assemblée générale en avril 2013.
- Elle a organisé avec le PNUD un séminaire parlementaire sur les droits des victimes à Kampala, en septembre 2013.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Action mondiale des parlementaires participe aux sessions annuelles de la Commission de la condition de la femme à New York. L'Organisation assiste également à des conférences sur le Traité sur le commerce des armes et organise des réunions parallèles sur l'eau potable et l'énergie renouvelable ainsi que sur le traité pour les législateurs.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Action mondiale des parlementaires s'est associée au Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) pour mettre en œuvre l'initiative parlementaire visant à améliorer la santé maternelle et les droits en matière de procréation (objectif du Millénaire pour le développement 5) et promouvoir l'égalité des sexes (objectif du Millénaire pour le développement 3) dans les pays islamiques. Action mondiale des parlementaires a été membre du comité directeur de la Conférence internationale des parlementaires sur la mise en œuvre du programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement.

Le Mécanisme de financement des Nations Unies pour la coopération en matière de réglementation des armements finance Action mondiale des parlementaires pour un projet visant à promouvoir le Traité sur le commerce des armes.

Action mondiale des parlementaires compte 13 représentants permanents aux Nations Unies pour organiser des réunions et l'aider à renforcer sa collaboration avec les Nations Unies.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

- Action mondiale des parlementaires a organisé une initiative parlementaire pour améliorer la santé maternelle et renforcer les droits en matière de procréation (objectif du Millénaire pour le développement 5) et promouvoir l'égalité des sexes (objectif du Millénaire pour le développement 3) dans les pays islamiques, avec le soutien et la coopération du FNUAP, en mars 2012.
- Action mondiale des parlementaire a organisé une réunion stratégique avec le FNUAP dans le contexte du trente-deuxième Forum annuel de l'Action mondiale des parlementaires, intitulée « L'autonomisation des femmes : établir la sécurité humaine » à Istanbul (Turquie), les 23 et 24 octobre 2010. Le Forum a été cofinancé par le FNUAP.

7. Physicians for Social Responsibility

Statut consultatif spécial : 2002

Introduction

Physicians for Social Responsibility est une organisation indépendante à but non lucratif comptant plus de 40 000 membres et militants dans tous les États-Unis d'Amérique. Il s'agit de la filiale américaine de l'Association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire.

Buts et objectifs de l'organisation

Physicians for Social Responsibility lutte contre les plus graves menaces pour la santé et la survie des hommes. Elle s'emploie à éduquer le public et les responsables politiques sur la lutte contre les menaces pour la santé et la survie humaines et à améliorer les politiques visant à prévenir ces risques. Les objectifs de Physicians for Social Responsibility sont les suivants : abolir les armes nucléaires, réduire les émissions de gaz à effet de serre, promouvoir l'efficacité énergétique et l'utilisation de l'énergie propre, comme les énergies éolienne, solaire, hydraulique et géothermique et limiter l'énergie nucléaire coûteuse et dangereuse. Enfin, Physicians for Social Responsibility préconise une réglementation stricte des toxines chimiques.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

Physicians for Social Responsibility s'emploie à éduquer et encourager l'action sur les graves conséquences sanitaires et les causes évitables du changement climatique. L'organisation dénonce l'impact de la sécheresse, des climats extrêmes et de la hausse des températures sur la production agricole et le risque d'aggravation de la faim et de mort par famine. Elle préconise également des politiques pour atténuer les effets du changement climatique afin d'éviter l'aggravation de l'acidification des océans, l'augmentation du niveau de la mer et de la pollution atmosphérique, qui à leur tour aggraveront la faim et la famine du fait de la disparition des fruits de mer et des terres arables. Physicians for Social Responsibility a contribué à la fermeture de nombreuses centrales au charbon aux États-Unis et soutient le *Global Warming Solutions Act* de 2006 (*Assembly Bill No. 32*) en Californie. Elle organise activement une alliance sur le climat et la santé aux États-Unis avec un comité international afin d'échanger des informations et de collaborer plus efficacement. Physicians for Social Responsibility diffuse les conclusions du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat et préconise un examen plus approfondi des incidences sur la santé de la désastreuse fusion et des rayonnements à Fukushima Daiichi en demandant l'intervention des États-Unis et du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants.

Physicians for Social Responsibility fait également campagne pour que l'interruption des rayonnements bénéficie de plus de soutien et d'attention au niveau international. Elle prône le respect du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires visant à réduire et abolir les armes nucléaires dans tous les États qui en sont dotés, en particulier les États-Unis. Physicians for Social Responsibility a encouragé de nouvelles mesures humanitaires et fait en sorte que la Croix-Rouge américaine et le Rotary International participent davantage à ces initiatives.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Physicians for Social Responsibility a participé, entre autres, aux réunions des entités des Nations Unies suivantes :

- Réunion de haut niveau des Nations Unies sur le désarmement nucléaire, Nations Unies (New York, 26 septembre 2013)
- Seconde, troisième et quatrième sessions du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies pour un traité sur le commerce des armes (28 février-4 mars 2011, 11-15 juillet 2011 et 13-17 février 2012, respectivement)
- Première et seconde Conférences des Nations Unies pour un traité sur le commerce des armes (2-27 juillet 2012 et 18-28 mars 2013, respectivement) et signature le 3 juin 2013

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Physicians for Social Responsibility a participé à la soixante-troisième conférence annuelle du Département de l'information pour les ONG (Melbourne, Australie, 30 août au 1^{er} septembre 2010), a co-présidé le Comité d'experts et a préparé le document final de la réunion.

Physicians for Social Responsibility a été membre d'un sous-comité à la soixante-quatrième conférence annuelle du Département de l'information pour les ONG (Bonn, Allemagne, 3-5 septembre 2011).

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Voir ci-dessus, dans la partie Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

8. Plan Sweden

Statut consultatif spécial : 2010

Introduction

Plan Sweden a été fondée en 1997 dans le but de lever des fonds pour l'aide au développement et l'aide humanitaire en faveur des droits et du bien-être des enfants dans les pays en développement. L'organisation met en œuvre des projets aux niveaux national et régional dans 20 pays (Bangladesh, Bénin, Bolivie (État plurinational de), Cambodge, Chine, Colombie, Égypte, El Salvador, Éthiopie, Guatemala, Malawi, Nicaragua, Pakistan, Rwanda, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Ouganda, Viet Nam et Zambie) et entreprend des interventions humanitaires.

Buts et objectifs de l'organisation

Plan Sweden a pour objectif de contribuer à l'amélioration durable de la qualité de vie des enfants dans les pays en développement. Pour ce faire, elle lève des fonds pour des projets sur les droits et le bien-être des enfants dans les pays en développement, favorise les relations et les partenariats et mène des actions de proximité et de sensibilisation.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

Plan Sweden a contribué comme suit aux activités des Nations Unies durant la période considérée :

- Elle a participé aux sessions de la Commission de la conditions de la femme, du Conseil des droits de l'homme et de l'Assemblée générale, notamment en contribuant à la position suédoise dans la Troisième Commission et en intervenant dans les documents finaux.
- Elle a évalué la façon dont sont traitées la gestion et la réduction des risques liés aux catastrophes dans le cycle de surveillance du Comité des droits de l'enfant.
- Elle a fourni un soutien financier visant à sensibiliser et renforcer les capacités pour la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant et ses Protocoles facultatifs et procédures dans les organisations de la société civile et les groupes d'enfants. Cela comprend l'élaboration de documents et outils adaptés aux enfants et aux jeunes.
- Elle a soutenu la participation des organisations de la société civile et des enfants dans le processus d'établissement de rapport du Comité des droits de l'enfant et l'examen périodique universel.
- Elle a contribué aux activités de titulaires de mandats relevant de procédures spéciales, notamment le Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question de la violence à l'encontre des enfants.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Les représentants de Plan Sweden ont assisté aux réunions suivantes :

- Réunions de haut niveau de l'Assemblée générale (New York, septembre 2013)
- Journée de Malala au Siège des Nations Unies le 12 juillet 2013
- Seizième et vingt-deuxième sessions du Conseil des droits de l'homme (Genève, du 28 février au 25 mars 2011 et du 25 février au 22 mars 2013 respectivement)
- Cinquante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme (New York, du 22 février au 4 mars et 14 mars 2011)

En outre, Plan Sweden a financé la participation d'organisations de la société civile aux sessions et pré-sessions du Comité des droits de l'enfant.

Plan Sweden a également contribué à plusieurs documents des Nations Unies, notamment : conclusions et rapport de la Commission de la condition de la femme entre 2010 et 2013; rapport 2013 du Réseau des solutions pour le développement durable sur les processus de l'après-2015, Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant sur une procédure de communications et rapport et résolutions du Conseil des droits de l'homme à l'issue de sa vingt-deuxième session en 2013.

L'organisation a présenté une déclaration écrite à la Commission de la condition de la femme et a organisé une réunion parallèle à sa session en 2011, ainsi

qu'un document écrit sur la santé sexuelle et procréative des adolescents pour la vingt-deuxième session du Conseil des droits de l'homme.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Plan Sweden coopère directement ou indirectement (par un financement) avec plusieurs entités des Nations Unies :

- Organisation d'une réunion entre le Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question de la violence à l'encontre des enfants et les organisations de la société civile à la troisième Conférence mondiale sur le travail des enfants à Brasilia, en octobre 2013 et, en collaboration avec l'UNICEF, d'une réunion entre le Représentant spécial, le Ministère des Affaires étrangères de Suède et l'Agence suédoise de développement international sur les questions de protection des enfants dans le programme de l'après-2015.
- Soutien à la recherche sur le harcèlement, en partenariat avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture en Thaïlande, visant les élèves du secondaire qui sont connus pour être transgenres ou gays, ou perçus comme tels.
- Supervision du processus pour élaborer un successeur au Cadre d'action de Hyogo avec la Stratégie internationale de prévention des catastrophes
- Envoi d'un spécialiste de la protection de l'enfance dans les situations d'urgence pour aider à la riposte au typhon Haiyan aux Philippines, de novembre 2013 à avril 2014, en collaboration avec l'UNICEF et le FNUAP.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Durant la période considérée, l'organisation a contribué aux objectifs du Millénaire pour le développement 2, 4, 5 et 7 par le biais des fonds publics suédois et par son action de réduction des risques liés aux catastrophes axée sur les enfants. L'organisation a également fait pression pour influencer la position suédoise dans les négociations pour l'après-2015

9. Église presbytérienne des États-Unis

Statut consultatif spécial : 1998

Introduction

L'Église presbytérienne des États-Unis compte 1,8 million de membres et plus de 10 000 congrégations dans l'ensemble du pays. Son action a une dimension internationale depuis plus de 175 ans. L'Église poursuit aujourd'hui cette action par le biais d'un réseau croissant de partenariats mondiaux axés sur les initiatives essentielles, la réconciliation, l'évangélisme et l'atténuation de la pauvreté au niveau planétaire. Elle agit dans le domaine de l'égalité des sexes, de la consolidation de la paix, de la protection de l'enfance, de la lutte contre la faim et les catastrophes et de la justice environnementale.

Buts et objectifs de l'organisation

L'Église presbytérienne des États-Unis mène des actions humanitaires internationales, notamment les secours en cas de catastrophe, la lutte contre la faim et l'atténuation de la pauvreté, l'éducation pour la paix et la consolidation de la paix, ainsi que l'aide au développement autonome des peuples. Fervente défenseuse des Nations Unies, elle soutient les activités de l'organisation dans l'éducation, la prévention des conflits par des activités de paix et réconciliation au niveau local, ainsi que ses efforts pour éliminer les armes de destruction massive, sortir de la culture de la violence, mettre un terme à la traite des êtres humains sous toutes ses formes, promouvoir les droits de l'homme pour tous, en particulier pour les femmes et les enfants, protéger la liberté religieuse, protéger l'environnement et promouvoir des programmes pour le développement durable, les soins de santé préventifs et l'éducation de base.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

L'Église presbytérienne des États-Unis contribue aux activités des Nations Unies par ses initiatives sur la lutte contre la faim et l'atténuation de la pauvreté, l'aide humanitaire, la justice pour les femmes, le développement social, la paix et la réconciliation ainsi que l'action auprès des enfants et des jeunes. Elle agit par le biais de partenariats internationaux à travers le monde pour traiter ces questions ainsi que d'autres.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'Église presbytérienne des États-Unis a participé, entre autres, aux réunions suivantes :

- 2010 : cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme (1-12 mars) et auditions informelles interactives de l'Assemblée générale avec les ONG, les organisations de la société civile et le secteur privé (14-15 juin)
- 2011 : cinquante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme (22 février-4 mars), dixième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones (16-27 mai), débat informel sur le thème des migrations internationales et du développement (19 mai), réunion de haut niveau sur la jeunesse (25-26 juillet) et quatrième session de la Conférence des États Parties (7-9 septembre)
- 2012 : cinquantième session de la Commission du développement social (1^{er}-10 février), cinquante-sixième session de la Commission de la condition de la femme (27 février-9 mars), où elle a présenté une déclaration écrite et organisé une réunion parallèle, onzième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones (7-18 mai), Conférence des Nations Unies pour un traité sur le commerce des armes (2-27 juillet) et troisième session du Groupe de travail à composition non limitée sur le vieillissement (21-24 août)

- 2013 : cinquante et unième session de la Commission du développement social (6-15 février), cinquante-septième session de la Commission de la condition de la femme (4-15 mars), où elle a présentée une déclaration écrite et organisé une manifestation parallèle avec la Mission permanente du Botswana, douzième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones (20-31 mai), réunion du Groupe de personnalités de haut niveau chargé d'étudier le programme de développement pour l'après-2015 sur la présentation des rapports (31 mai) et réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et autres objectifs de développement fixés au niveau international pour les personnes handicapées (23 septembre)

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'Église presbytérienne des États-Unis organise un séminaire pédagogique dans les locaux de son bureau de New York. Les programmes, entités et départements des Nations Unies suivants ont soit présenté soit participé à ce séminaire : Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, Organisation internationale du Travail (OIT), Département des affaires économiques et sociales, Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), Bureau de la coordination des affaires humanitaires, ONUSIDA, HCDH, Département des affaires politiques, PNUE, UNICEF, Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des violences sexuelles commises en période de conflit et Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé.

L'Église presbytérienne des États-Unis est également un membre actif du groupe de travail des ONG sur le Conseil de sécurité, où elle collabore régulièrement avec les membres du Conseil ainsi que les entités des Nations Unies.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'Église presbytérienne des États-Unis et ses partenaires de développement confessionnels à l'échelle mondiale s'emploient à fournir des services pédagogiques, sanitaires et sociaux depuis près de deux siècles. Entre 2010 et 2013, des efforts accrus ont été consentis pour lutter contre les causes profondes de la faim et de la malnutrition, les maladies dues à la pauvreté, l'autonomisation des femmes et les inégalités croissantes en Afrique, en Asie et en Amérique latine et Caraïbes.

10. Fondation Rainforest

Statut consultatif spécial : 2002

Introduction

La Fondation Rainforest du Royaume Uni soutient les populations autochtones et traditionnelles des forêts ombrophiles mondiales dans leurs efforts pour protéger leur environnement et faire respecter leurs droits à la terre, à la vie et aux moyens de subsistance. Des millions de personnes dans le monde vivent dans des forêts

ombrophiles, leurs moyens de subsistance et leurs cultures dépendant de l'environnement naturel. Dans de nombreux cas, les droits fondamentaux de ces populations sont menacés ou bafoués par la destruction de la forêt, le vol de terres et l'exploitation des ressources. La Fondation œuvre pour garantir la protection à long terme des forêts ombrophiles en garantissant les droits des communautés autochtones à la terre, à la vie et aux moyens de subsistance.

Buts et objectifs de l'organisation

La mission de la Fondation Rainforest est de soutenir les populations autochtones et traditionnelles des forêts ombrophiles mondiales dans leurs efforts pour protéger leur environnement et faire respecter leurs droits à la terre, à la vie et aux moyens de subsistance en les aidant à : sauvegarder et contrôler les ressources naturelles nécessaires à leur bien-être à long terme et gérer ces ressources de façon à ne pas endommager leur environnement, aller à l'encontre de leur culture ou compromettre leur avenir; et élaborer des moyens pour protéger leurs droits individuels et collectifs et obtenir, adapter et contrôler les services de base de l'État.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

Quelques réalisations de la Fondation Rainforest ces quatre dernières années :

- En République centrafricaine, la Fondation et son partenaire, la Maison de l'Enfant et de la Femme Pygmées, ont joué un rôle essentiel dans le processus menant à la ratification par le Gouvernement de la Convention No. 169 de l'OIT relative aux peuples indigènes et tribaux.
- Au Congo, la Fondation et les ONG locales ont élaboré un processus par le biais de consultations avec les populations autochtones pour permettre l'adoption d'une loi nationale pour la protection et la promotion des droits des populations autochtones.
- La Fondation a aidé les partenaires au Cameroun, en République centrafricaine et en République démocratique du Congo à participer plus efficacement aux processus nationaux du Programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts dans les pays en développement et à militer pour le respect des droits des communautés des forêts.
- La Fondation aide les communautés forestières dans le Bassin du Congo procéder à la cartographie participative de plus de 5 millions d'hectares de terres ancestrales de forêts ombrophiles, travaillant avec plus de 1 000 villages forestiers.
- La Fondation a aidé les dirigeants autochtones au Pérou à interrompre la révision des lois nationales sur les réserves communales en juillet 2013.
- En République centrafricaine, la Fondation a contribué à l'élaboration d'une feuille de route officielle sur la façon dont le Gouvernement pourrait assumer ses responsabilités à l'égard des peuples autochtones dans le cadre du droit international.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- 2010 : la Fondation Rainforest a assisté à la neuvième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones (New York, 19-30 avril). En collaboration avec les ONG du nord et du sud, la Fondation a organisé une manifestation parallèle sur les barrages hydroélectriques et les droits des peuples autochtones le 27 avril.
- 2010 : la Fondation a assisté à la seizième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (Cancún, Mexique, 29 novembre-10 décembre).
- 2011 : la Fondation a assisté à la dix-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (Durban, Afrique du Sud, 28 novembre-9 décembre).

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

La Fondation Rainforest a participé à une mission conjointe de la Banque mondiale et du Programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts dans les pays en développement pour la République démocratique du Congo en février 2010 visant à finaliser la proposition de projet du pays.

En collaboration avec l'OIT, la Fondation a contribué à la mise en œuvre de son Programme pour la promotion de la Convention No. 169 en République centrafricaine.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La Fondation Rainforest a contribué à l'objectif du Millénaire pour le développement 1 en aidant les communautés Asháninka en Amazonie péruvienne par une formation sur la culture du cacao et les techniques de récolte, la commercialisation et la gestion financière afin d'améliorer leurs moyens de subsistance et de commercialiser avec succès le cacao dans le cadre de la certification commerce équitable et biologique au Pérou et en Europe. Grâce à l'aide de la Fondation, la production de cacao de l'association Kemito Ene est passée de 1,4 tonne en 2009 à 15 tonnes en 2012.

La Fondation Rainforest a mis en œuvre de vastes projets pour procéder à la cartographie participative des terres des populations autochtones et autres communautés forestières afin d'améliorer la protection juridique de leurs terres et de leurs ressources en République centrafricaine et en République démocratique du Congo. En 2013, la Fondation a travaillé avec plus de 100 villages (avec une population totale de plus de 200 000 personnes) pour cartographier leurs terres sur 500 000 hectares en formant plus de 1 000 agents communautaires. Les cartes participatives ont été utilisées de toutes sortes de manières pour prôner des changements de la législation afin de renforcer la protection des droits des communautés sur les terres et les ressources et de promouvoir la gestion durable des ressources.

La Fondation Rainforest a contribué à l'objectif du Millénaire pour le développement 7 par la mise en œuvre des projets suivants :

- Renforcement de la préservation des forêts tropicales en respectant les droits des peuples autochtones à participer à leur gestion
- Contribution à la réduction de la pauvreté, à la gestion durable et à une meilleure gouvernance des forêts ombrophiles tropicales dans le Bassin du Congo en répertoriant le régime foncier et le système de gouvernance des communautés forestières et en mettant en œuvre les droits des communautés forestières à la terre et aux ressources forestières
- Aide aux ONG locales en République centrafricaine et au Gabon pour comprendre, analyser et utiliser les législations nationales relatives à la gestion des forêts, aux droits sur les terres et les ressources, aux droits de l'homme et aux droits des populations autochtones, et pour poursuivre de façon indépendante des stratégies juridiques visant à défendre les droits des communautés.

11. Real Women of Canada

Statut consultatif spécial : 1998

Introduction

Real Women of Canada s'emploie à améliorer la condition des femmes et leurs familles et promouvoir leurs droits fondamentaux, au Canada et au niveau international. Elle organise et participe à des ateliers aux forums des ONG qui se tiennent durant les conférences des Nations Unies. Au Canada, l'organisation favorise la mise en œuvre des traités des Nations Unies, dont ceux sur les drogues, de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et de la Convention relatives aux droits de l'enfant.

Buts et objectifs de l'organisation

Real Women of Canada vise à promouvoir l'égalité et le bien-être des Canadiennes et de leur famille au foyer, sur le lieu de travail et pendant la retraite. Il s'agit d'une organisation de défense des droits fondamentaux, dont l'action comprend un démarchage auprès des parlementaires, la comparution devant des commissions officielles et une intervention dans les tribunaux qui traitent d'affaires concernant les femmes et leur famille. Elle encourage également la diffusion de ses idées dans la presse écrite et orale au Canada. Les membres de l'organisation résident principalement au Canada, et, à quelques exceptions près, elle agit dans le pays.

Changements à signaler

Conformément à la nouvelle loi fédérale, Real Women of Canada a été priée de se constituer en vertu d'une nouvelle loi, la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif. Real Women of Canada s'est vue accorder un certificat de prorogation daté du 9 octobre 2013 en vertu de cette nouvelle loi. La Loi exigeait de nouveaux statuts qui ont été approuvés par les directeurs de l'organisation le 31 mai 2013 et par les membres au cours de leur assemblée annuelle et extraordinaire le 9 mai 2014 et acceptés par le gouvernement fédéral.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

En 2009, l'organisation a présenté un rapport au Comité permanent du Sénat sur la loi C-25, qui prévoyait des peines plus sévères pour la culture de marijuana et des peines minimales pour la possession de drogues. L'organisation est intervenue dans la contestation juridique de la loi sur la prostitution à la fois devant la Cour d'Appel de l'Ontario (2011) et devant la Cour suprême du Canada en 2013 conformément à l'article 6 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. L'organisation est également intervenue dans l'affaire de la Cour suprême du Canada sur un site d'injection de drogue à Vancouver. Elle est intervenue auprès du Gouvernement du Canada pour renforcer la législation contre la prostitution et la traite des enfants à des fins sexuelles conformément à l'article 34, paragraphe a) et b) de la Convention relative aux droits de l'enfant.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux réunions suivantes :

- Cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme (New York, 1^{er}-12 mars 2010)
- Cinquante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme (New York, 22 février-4 mars 2011)
- Cinquante-sixième session de la Commission de la condition de la femme (New York, 27 février-9 mars 2012)
- Quarante-cinquième session de la Commission de la population et du développement (New York, 23-27 avril 2012)
- Conférences des Nations Unies sur le développement durable (Rio de Janeiro, Brésil, 20-22 juin 2012)
- Cinquante-deuxième session du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (New York, 9-27 juillet 2012)
- Cinquante-septième session de la Commission de la condition de la femme (New York, 4-15 mars 2013)
- Cinquante-sixième session de la Commission des stupéfiants (Vienne, 11-15 mars 2013)

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune coopération n'a été mentionnée.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a fait pression sur le Gouvernement canadien afin qu'il contribue à l'initiative sur les soins maternels et les soins de santé pour les objectifs du Millénaire pour le développement liés aux enfants. Elle a également écrit aux dirigeants nationaux et aux ministres étrangers pour encourager la participation à cette initiative.

12. Rissho Kosei-kai

Statut consultatif spécial : 2010

Introduction

Rissho Kosei-kai est un mouvement bouddhiste international dont les membres s'efforcent d'enrichir leur spiritualité en appliquant les enseignements du Bouddha dans leur vie quotidienne. Le mouvement a été fondé en 1938 par Nikkyo Niwano et Myoko Naganuma, aujourd'hui disparus, guidés par les enseignements du Sûtra du Lotus qui contient les pensées les plus profondes du bouddha Shakyamuni. Il compte environ 1,3 million de membres dans 238 centres du dharma au Japon, ainsi que 67 centres dharma dans 21 pays, comme le Brésil, l'Inde, le Sri Lanka et les États-Unis, entre autres. Ses activités de promotion de la paix reposent sur les enseignements contenus dans son texte de base, le Sûtra du Lotus, qui stipule que la vérité est universelle, que toutes les religions sont des manifestations de cette vérité, et que, de ce fait, tous les peuples sont liés et appartiennent à une seule et même famille.

Buts et objectifs de l'organisation

L'objectif spirituel des membres de Rissho Kosei-kai est de devenir des bodhisattvas (personnes qui cherchent l'illumination pour elles-mêmes et pour les autres) et d'apporter la paix aux familles, aux communautés, aux pays et au monde. Les membres de l'organisation pensent que la véritable paix dans une société ne peut venir que d'une coopération entre les religions, les groupes organisés et les individus à travers le monde. Ils œuvrent pour parvenir à un monde dans lequel les personnes de toutes confessions seront liées par des liens d'amitié.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

Le mouvement « Donate-a-meal » (don de repas) a été lancé en 1974. Les membres de l'organisation qui participent au mouvement se privent d'un repas par jour plusieurs fois par mois et donnent l'argent ainsi économisé au « Donate-a-meal fund for peace » (Fonds de don de repas pour la paix) par le biais de leur centre du dharma local. Grâce à une autre campagne, les membres de l'organisation ont également collecté 136 240 couvertures à travers le Japon au cours des quatre dernières années pour les envoyer aux personnes dans le besoin en Afrique.

Le « Dream bag project » (projet du sac à rêves) consiste à distribuer des sacs contenant des articles de papeterie, des jouets et des messages d'amitié aux enfants qui souffrent dans des situations de conflit. About 111 752 sacs ont été distribués en Israël, au Liban, aux Philippines et dans l'État de Palestine entre 2010 et 2013.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Rissho Kosei-kai a assisté aux réunions suivantes :

- 2010 : Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (New York, 3-28 mai)

- 2011 : soixante-quatrième conférence annuelle du Département de l'information pour les ONG (Bonn, Allemagne, 3-5 septembre)
- 2012 : cinquantième session de la Commission du développement social (New York, 1^{er}-10 février)
- 2013 : cinquante et unième session de la Commission du développement social (New York, 6-15 février), seconde session du Comité préparatoire pour la Conférence des Parties de 2015 chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (Genève, 22 avril-3 mai) et débat général de l'Assemblée générale (New York, 24 septembre-1^{er} octobre)

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Entre 2010 et 2013, Rissho Kosei-kai a apporté une contribution financière aux entités du système des Nations Unies suivantes :

- 184 000 dollars à l'UNICEF par le biais de « Donate-a-meal fund for peace »
- 396 000 dollars au PAM
- 247 500 dollars au HCR
- 1 000 000 dollars au Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique pour financer le programme d'éducation pilote sur la paix et le désarmement pour les enfants au Népal

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a contribué aux objectifs du Millénaire pour le développement 1, 2, 3, 6 et 7 en soutenant les programmes d'alimentation scolaire du PAM dans de nombreux pays. Au Bhoutan, elle a fourni des repas quotidiens à 36 218 enfants dans 227 écoles. Au Malawi, le projet a permis de réduire la morbidité et la mortalité de la population vivant avec le VIH et de lutter contre le VIH et le sida. Au Cambodge, en République démocratique populaire de Chine et en Afrique du Sud, elle a contribué à améliorer les moyens de subsistance par l'agriculture écologique, qui a également contribué à préserver l'environnement.

13. Institut de biorégulation et gérontologie de Saint-Pétersbourg de la branche Nord-Ouest de l'Académie des Sciences médicales de Russie

Statut consultatif spécial : 2010

Introduction

L'Institut de biorégulation et gérontologie de Saint-Pétersbourg de la branche Nord-Ouest de l'Académie des Sciences médicales de Russie axe ses travaux sur les études fondamentales, le développement des programmes de recherche appliqués en biorégulation et gérontologie, l'étude clinique des géroprotecteurs peptidiques et leur introduction dans la pratique clinique, les technologies de pointe en matière de diagnostic et les traitements pour la prévention et le traitement des pathologies liées à l'âge, ainsi que sur la promotion du vieillissement en bonne santé, l'amélioration

des capacités de travail et du bien-être et le renforcement de la vitalité humaine. Il diffuse les résultats de la recherche dans le domaine de la biorégulation et de la gérontologie, la démographie du vieillissement et d'autres questions en organisant des conférences scientifiques et en publiant des articles scientifiques et de recherche.

Buts et objectifs de l'organisation

L'Institut axe ses efforts sur la sensibilisation auprès des professionnels du monde entier sur les questions relatives au vieillissement en bonne santé et sur l'élaboration de programmes scientifiques et appliqués pour la prévention du vieillissement prématuré et des pathologies liées à l'âge, la découverte de nouveaux remèdes pour favoriser la longévité humaine et l'étude des aspects démographiques du vieillissement de la population. L'un des principaux objectifs de l'Institut est de maintenir la coopération entre les chercheurs, les professionnels de la gérontologie et les gériatres et responsables politiques dans la Fédération de Russie et dans le monde entier.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

L'Institut s'emploie à faciliter la mise en œuvre du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement aux niveaux national et régional par des programmes de projets pour le vieillissement actif et en bonne santé. Durant la période considérée, il a organisé plus de 20 manifestations, congrès et conférences scientifiques, dont une session spéciale sur le Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement dans le cadre du forum sur la génération des seniors à Saint-Pétersbourg (Fédération de Russie).

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'Institut a participé à la Conférence ministérielle sur le vieillissement de la Commission économique pour l'Europe (Vienne, 19-20 septembre 2012) et a fait une présentation sur les orientations de recherche prioritaires sur le vieillissement en Europe. L'Institut a également présenté une déclaration écrite sur le comblement du fossé entre les chercheurs et les responsables politiques lors de la session de fond du Conseil économique et social qui a eu lieu à Genève du 1^{er} au 26 juillet 2013.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En coopération avec l'Institut international du vieillissement et les Nations Unies, l'Institut a organisé des programmes de formation internationaux en gérontologie et gériatrie destinés aux spécialistes dans le domaine du vieillissement et adaptés aux besoins des pays en développement dans divers domaines liés au vieillissement de la population.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

En collaboration avec les autorités de Saint-Pétersbourg, l'Institut organise chaque année des forums sur la « génération des seniors ». Le projet vise à l'adaptation sociale, au soutien et à l'amélioration de la santé des personnes âgées dans la société moderne. En outre, cet événement, qui est le plus grand événement social non commercial en Fédération de Russie, comprend des conférences, des tables rondes, des séminaires, des visites aux établissements locaux pour personnes âgées, divers cours pour les personnes âgées, dont des cours d'informatique en ligne, des offres d'emplois et des expositions spécialisées.

14. Samaj Kalyan O. Unnayan Shangstha

Statut consultatif spécial : 2010

Introduction

Samaj Kalyan O. Unnayan Shangstha s'emploie à améliorer les conditions socio-économique des populations pauvres et marginalisées. L'organisation intervient dans les domaines suivants : éducation, santé et nutrition, droits des femmes et bonne gouvernance, développement des capacités, formation professionnelle, eau et assainissement, secours d'urgence, réhabilitation, aide aux moyens de subsistance et préservation de l'environnement au Bangladesh.

Buts et objectifs de l'organisation

Le principal objectif de Samaj Kalyan O. Unnayan Shangstha est de soutenir les populations pauvres et vulnérables, notamment les femmes pauvres, en renforçant leurs capacités et leur autonomie. Pour atteindre ses objectifs, l'organisation se concentre sur les points suivants : développement des femmes, problématique hommes-femmes, droits de l'homme et bonne gouvernance; enseignement scolaire et non scolaire; santé, nutrition et planification familiale; prévention du VIH/sida, infections sexuellement transmissibles, paludisme et autres maladies infectieuses; compétences pratiques et formation professionnelle; santé, hygiène et assainissement; préservation de l'environnement par la foresterie sociale, la biodiversité et les actions de sensibilisation; secours d'urgence, réhabilitation et programmes d'aide au relèvement rapide.

Changements à signaler

L'organisation s'est affiliée à sa société sœur, Samaj Kalyan O. Unnayan Shangstha Technical Training Centre, avec l'approbation du Bangladesh Technical Education Board, afin de dispenser une formation professionnelle aux groupes pauvres et vulnérables au Bangladesh.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

L'organisation contribue aux activités des Nations Unies par son action de développement. Elle collabore avec l'UNICEF, le PNUD et le FNUAP sur diverses questions sociales.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- Samaj Kalyan O. Unnayan Shangstha était inscrite à la réunion de haut niveau de la soixante-septième session de l'Assemblée générale qui a eu lieu le 24 septembre 2012 et à la soixante-troisième conférence annuelle du Département de l'information pour les ONG (30 août-1^{er} septembre 2010). Toutefois, elle n'a pas pu y participer en raison de problèmes de visa.
- L'organisation a présenté une déclaration écrite au débat de haut niveau du Conseil économique et social axé sur la mise en œuvre des objectifs et engagements fixés au niveau international en matière d'éducation (juillet 2011).

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Samaj Kalyan O. Unnayan Shangstha a mis en œuvre trois projets avec le soutien financier du PNUD visant à rétablir les moyens de subsistance des communautés au Bangladesh touchées par des inondations, glissements de terrains et tornades, qui ont atteint directement 12 000 bénéficiaires et indirectement 450 650 bénéficiaires.

L'organisation a mis en œuvre, avec l'assistance technique et financière de l'UNICEF, un projet sur la formation aux compétences pratiques destinée aux enfants travailleurs. Durant la période considérée, 17 000 enfants en ont bénéficié.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aux fins de l'objectif du Millénaire pour le développement 1, Samaj Kalyan O. Unnayan Shangstha a fourni des services pour le programme Développement en faveur des groupes vulnérables du PAM, le programme d'alimentation des groupes vulnérables du PAM, le programme travail contre rémunération et vivres contre travail, le programme de subvention en espèces, un programme de formation aux moyens de subsistance et un programme de formation professionnelle, touchant 75 000 personnes pendant la période considérée.

Aux fins de l'objectif du Millénaire pour le développement 2, l'organisation a mis en place des projets sur l'enseignement non scolaire, la réduction du taux d'abandon en école primaire et la fourniture de services à 250 000 enfants pendant la période considérée dans le rapport.

Aux fins de l'objectif du Millénaire pour le développement 3, l'organisation a mis en place un projet de développement et d'autonomisation des femmes, une formation aux compétences pratiques, une formation aux moyens de subsistance, des actions de sensibilisation sur la violence sexiste et la promotion de l'éducation pour les adolescents et les adultes pour 130 500 bénéficiaires.

Aux fins de l'objectif du Millénaire pour le développement 4, l'organisation a mis en place plusieurs campagnes sur la nutrition dans les écoles et les collèges par le biais de chansons folkloriques, d'ateliers, de séminaires et de réunions communautaires, atteignant 135 625 enfants. L'organisation est également membre de l'Alliance de la société civile du Bangladesh pour le renforcement de la nutrition.

Aux fins de l'objectif du Millénaire pour le développement 5, l'organisation a dispensé une formation sur les soins de santé, la santé procréative, la maternité et

l'accouchement sans risque, les soins de la femme enceinte, les soins de santé de maternité et l'allocation de maternité, atteignant 80 500 femmes.

Aux fins de l'objectif du Millénaire pour le développement 6, l'organisation a mis en œuvre un projet sur la lutte contre le paludisme et la prévention du VIH/sida pour les travailleurs dans le secteur de l'habillement et les jeunes, atteignant 345 500 personnes. L'organisation observe également la Journée mondiale de la lutte contre le sida et la Journée mondiale du paludisme.

Aux fins de l'objectif du Millénaire pour le développement 7, l'organisation met en œuvre des projets sur l'eau potable et l'assainissement, la plantation d'arbres, la lutte contre la contamination par l'arsenic et la biodiversité, entre autres, atteignant environ 175 500 bénéficiaires.

15. School Sisters of Notre Dame

Statut consultatif spécial : 1998

Introduction

School Sisters of Notre Dame est une organisation internationale présente dans 32 pays et comptant 2 918 membres, dont 560 interviennent dans l'enseignement scolaire et 80 des dans l'enseignement non scolaire ainsi que les services sociaux.

Buts et objectifs de l'organisation

La principale mission de School Sisters of Notre Dame est de transformer le monde par l'éducation afin de permettre à tout un chacun d'atteindre tout son potentiel. Bien que personne ne soit exclu de son action, l'organisation est particulièrement à l'écoute des femmes, des jeunes et de ceux qui vivent dans la pauvreté.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

School Sisters of Notre Dame intervient dans l'enseignement scolaire dans les garderies, les écoles primaires et secondaires et les universités, mais également dans des programmes d'enseignement non scolaire et de services sociaux, notamment des cours d'alphabétisation, des services d'emplois, de l'aide au logement ainsi que des services de plaidoyer et de conseils. L'organisation lutte dans plusieurs pays contre la traite des êtres humains. Elle a diffusé des informations sur les activités des Nations Unies au Brésil, en Gambie, en Hongrie, en Italie, au Nigeria et en Pologne, ainsi que plusieurs lieux aux États-Unis, en mettant l'accent sur les objectifs du Millénaire pour le développement et les efforts pour faire progresser les objectifs pour le développement durables.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

School Sisters of Notre Dame reçoit régulièrement des membres, collègues et étudiants du monde entier pour les préparer à participer à diverses réunions et manifestations des Nations Unies et les aider à mieux connaître ces dernières. Des

délégations ont participé à plusieurs manifestations au Siège des Nations Unies à New York, dont celles liées à la Commission de la condition de la femme, la Commission du développement social, l'Instance permanente sur les questions autochtones, la Semaine mondiale de l'harmonie interconfessionnelle, la Commission du développement durable et la réunion spéciale pour le suivi des efforts accomplis vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement ayant eu lieu le 25 septembre 2013.

School Sisters of Notre Dame a coprésenté une intervention écrite lors de la cinquante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme (22 février-4 mars 2011) dans laquelle elle préconisait le plein accès pour les filles à l'éducation, à la formation, à la science et aux technologies.

L'organisation a assisté à la soixante-quatrième conférence annuelle du Département de l'information publique pour les ONG sur le thème « Sociétés durables; citoyens réceptifs » (Bonn, Allemagne, 3-5 septembre 2011). School Sisters of Notre Dame a également assisté à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio de Janeiro, Brésil, 20-22 juin 2012).

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

School Sisters of Notre Dame participe au Forum annuel de la société civile, effort conjoint de la Division des politiques sociales et du développement social, à l'organisation Friedrich-Ebert-Stiftung et au Comité du développement social, avant les sessions de la Commission du développement social. Elle donne également des conseils aux représentants des ONG assistant pour la première fois aux sessions de la Commission.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

School Sisters of Notre Dame axe la majeure partie de ses activités sur l'objectif du Millénaire pour le développement 2 à travers le monde. Les universités de School Sisters of Notre Dame aux États-Unis et au Japon dispensent une formation des enseignants dans les garderies et les écoles primaires et contribuent à l'objectif d'éducation primaire pour tous.

L'organisation contribue à la réalisation de l'objectif du Millénaire pour le développement 3 par des cours d'alphabétisation et d'autres projets d'enseignement non scolaire visant à l'autonomie des femmes, ainsi que par ses efforts pour dispenser aux filles un enseignement secondaire dans de nombreux pays.

L'action éducative de School Sisters of Notre Dame contribue à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement 1, 4, 5 et 6.